

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Dénoncer, proposer, agir

"Agir vraiment contre la crise". Voilà ce que demandent les Français. Voilà ce qu'exigent les socialistes depuis plus de 6 mois.

Dès cet été, le PS en appelait à une relance de l'économie. La réponse du gouvernement fut sans ambiguïté : *"La France n'a pas besoin de plan de relance économique mais de réformes et d'une gestion rigoureuse"*, déclarait Eric Woerth le 31 juillet. Quelques semaines plus tard, François Fillon, visionnaire, renchérit : *"Nous n'avons pas besoin d'un plan de relance qui serait un plan de relance artificiel. Il n'est pas raisonnable de parler de récession puisque l'année 2008 sera celle d'une croissance positive !"*. On connaît la suite. L'OCDE prévoit une baisse de 0,40 % en 2009.

Mais, au lieu de prendre la mesure de la crise structurelle à laquelle le monde est confronté, le président de la République a annoncé une série de mesures. Officielle-

ment, ce plan s'élève à 26 milliards d'euros. En réalité, 4 milliards seulement seront mobilisés. C'est nettement insuffisant et ce n'est pas la nomination d'un ministre spécialement chargé de suivre la mise en application de ces mesures qui améliorera la vie des Français les plus modestes.

C'est pourquoi le Parti Socialiste a présenté, le 21 janvier, un vrai plan de relance. La crise structurelle, exceptionnelle et sans précédent par son ampleur, sa violence et sa gravité, que nous traversons appelle des mesures exceptionnelles. Or, Nicolas Sarkozy n'en a pas encore pris conscience. Avant d'être financière, cette crise est d'abord une crise politique et sociale. L'accroissement des inégalités, des bas salaires, de la précarité, les régressions sociales, sont à l'origine du dévoiement du système financier et économique. Le recours croissant à l'endettement des ménages et des entreprises était la conséquence logique

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 29/01/2009

PRESSE URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Le Manifesto

Pour la première fois, tous les socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes vont se présenter aux élections européennes du mois de juin prochain avec le même projet.

Bernard Poinant, Président de la délégation Socialiste française au Parlement européen, a présenté ce *Manifesto**, le 19 janvier à Brest.

"Ce document commun à tous les partis du PSE (Parti des socialistes européens) nous offre une opportunité politique que nous devons saisir", a estimé l' élu de Quimper. *"Il intervient à un moment charnière, à l'aube d'une nouvelle période"*. En effet, depuis le début du XX^e siècle, l'Europe a vécu trois grandes phases. D'abord, de 1914 à 1945, ce fut le temps des nationalismes. Puis, de 1945 à 1975, celui des 30 glorieuses où l'idéologie sociale-démocrate

dominait. Ce fut l'époque de la croissance, du plein-emploi. A partir de la fin des années 70, l'État-providence fut systématiquement attaqué. L'élection de Margaret Thatcher (1979) et celle de Ronald Reagan marquèrent le début de la période ultralibérale durant laquelle le marché était le régulateur suprême. La crise financière de septembre 2008 marque la fin de cette période marquée par le développement des dérégulations de la précarité.

Le *Manifesto* du PSE jette les bases de l'Europe que les socialistes veulent construire : sociale, écologique, fraternelle.

D'abord, en instaurant de nouvelles règles au sein du marché et en

SUITE PAGE 2



EN CLAIR !

Mais qui a donc élu Xavier Bertrand à la tête de l'UMP ?

Pas les 270 000 adhérents que revendique un peu hâtivement le parti de Nicolas Sarkozy. Non, car le siège de ce mouvement se situe, de fait, à l'Élysée. On ne sait pas exactement dans quel bureau mais les ordres viennent du palais présidentiel. C'est en effet Nicolas Sarkozy, présent au Conseil national du 24 janvier, qui décide, sélectionne, choisit, récompense et sanctionne. Rarement sur des critères de compétences. Malheur à celle qui ose refuser de se présenter aux élections européennes. En revanche, gloire au félon qui a trahi sa famille politique. Ainsi va la chronique de la cours sarkozienne. Les plus zélés reçoivent des postes au gouvernement ou au sein de l'UMP ; les récalcitrants sont montrés du doigt, voués aux gémonies. Comment, dans ces conditions, le nouveau secrétaire général de l'UMP peut-il sérieusement se fixer comme objectif d'accueillir 500 000 adhérents ?

Dénoncer, proposer, agir (suite)

L'enjeu, aujourd'hui, est l'émergence d'un nouveau modèle de développement

... d'un système qui refusait la progression du pouvoir d'achat de la quasi-totalité des salariés mis en concurrence à l'échelle mondiale et d'une recherche, par les actionnaires, de taux de profits incompatibles avec la croissance réelle des économies. Le capitalisme est confronté à une crise de système et l'enjeu doit être de créer les conditions de l'émergence d'un nouveau modèle de développement. Dans le contexte national actuel, les socialistes estiment que la priorité consiste à augmen-



"Priorité au pouvoir d'achat"

ter le niveau de vie des catégories moyennes et populaires et à protéger les victimes d'une catastrophe sociale programmée, avant de relancer la machine économique en panne. En parallèle, doit se mettre en place un grand projet de régulation financière de manière à empêcher les dérives du système bancaire.

Pour élaborer son contre-plan de relance, le Bureau national du Parti Socialiste s'est appuyé sur les avis d'économistes et de spécialistes du système financier, mais aussi sur les exemples de nos voisins européens, en particulier anglais et espagnols.

La relance du pouvoir d'achat et de la consommation reste la priorité. D'abord en augmentant très rapidement les salaires, les pensions et les prestations sociales. Cela peut passer par le versement, dès le mois de février, d'une aide de 500 euros aux 9 millions de salariés bénéficiaires de la prime pour l'emploi ainsi qu'à tous les bénéficiaires de minima sociaux.

Une revalorisation de 3 % du SMIC permettrait de dynamiser les négociations annuelles sur les salaires. De plus, les exonérations de cotisations sociales seraient soumises à la conclusion d'accords salariaux.

Ces actions sur les revenus des plus modestes doivent aller de pair avec une baisse des prix des dépenses obligatoires. Ainsi, comme l'a fait le gouvernement anglais, le contre plan propose une baisse

de 1 % de la TVA dont le taux passerait de 19,60 à 18,60 %. Les loyers seraient gelés dans les zones de forte hausse ou limités au taux de l'inflation dans le reste du pays.

Depuis quelques mois, les statistiques du chômage deviennent inquiétantes. Les prévisions de plans sociaux s'accumulent. Il est impératif d'agir très rapidement. D'abord en gelant immédiatement toutes les suppressions de postes dans la fonction publique.

Au-delà de cette décision, qui constituerait enfin un signe fort de la part de l'État, il convient d'augmenter la durée et l'indemnisation du chômage partiel.

L'indemnisation des salariés victimes de licenciements économiques doit être améliorée. Ainsi, ils pourraient percevoir pendant 2 ans, 80 % de leur salaire.

Les licenciements économiques ne devront plus être utilisés par les entreprises qui prennent prétexte de la crise et de la mauvaise conjoncture économique pour augmenter encore leurs profits. Or, seul le coût du licenciement permet de s'opposer concrètement aux compressions d'effectif de pure convenance.

Ainsi, une entreprise qui engage un licenciement économique alors qu'elle distribue des dividendes ou rachète ses propres actions devra rembourser toute les aides publiques perçues au cours des cinq dernières années.

La puissance publique doit intervenir activement. Le gouvernement vient d'annoncer la création de 5 000 emplois aidés dans l'Éducation nationale. C'est nettement insuffisant. Le contre-plan de relance du PS propose d'en créer 200 000. De plus, dans les secteurs du BTP et de l'automobile, les retraites anticipées pourraient être réactivées.

Ce plan est très précisément chiffré. Il engage 50 milliards d'euros soit 2,50 % du PIB. Il serait en partie financé par l'annulation de la loi TEPA, inefficace et même contre-productive.



Agir vraiment contre la crise

Le Manifesto (suite)



Bernard Poignant, à Brest le 19 janvier

... moralisant le capitalisme international, notamment en surveillant plus étroitement les agences de notation et en limitant le pouvoir d'attraction des paradis fiscaux.

Les salariés européens attendent de l'UE une protection sociale. Les signataires du Manifesto s'engagent sur la clause de progrès social. "Cela signifie qu'aucune mesure européenne ne peut entraîner une dégradation des conditions de vie ou de travail dans un des États", explique Bernard Poignant. L'Europe sociale ne peut pas être une moyenne. Elle doit tirer toutes les législations vers le haut. En outre, chaque décision devra être

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère

précédée d'une étude d'impact social. Alors que tous les États sont confrontés aux mêmes défis, le Manifesto exige à nouveau à la Commission un cadre européen pour les services publics.

"Pour la première fois, le PSE défend l'idée de salaires minima dans chaque pays", a souligné Bernard Poignant. "Ils peuvent être définis par la loi ou par négociations collectives, être généraux ou par branche". Autre nouveauté dans la plate-forme commune du PSE : l'élaboration d'une charte commune des stages, indispensable pour les étudiants.

Dans le domaine de la petite enfance aussi, les socialistes européens avancent des propositions audacieuses, en particulier pour l'accueil des enfants de moins de trois ans. La France est moins touchée que d'autres pays, en particulier au nord par la baisse démographique. Mais, pour l'Europe, il est urgent de mettre en place des structures de manière à ce que les femmes ne soient pas obligées de choisir entre leur carrière professionnelle ou leur famille.

Reste maintenant, d'ici le 7 juin, aux socialistes à diffuser et expliquer le Manifesto pour que les élections européennes marquent le début d'une nouvelle ère.

* Ce document est en ligne sur le site de la Fédération : www.ps29.org

Numéro 800

Le 3 septembre 1992, François Cuillandre signait le premier éditorial du *Breton Socialiste* qui devint *Cap Finistère* en janvier 1996.

Le Premier secrétaire fédéral de l'époque assignait une double tâche à ce quatre-pages hebdomadaire : d'abord devenir un "outil régulier de liaison" entre les adhérents de la Fédération et, ensuite, faire connaître les positions des socialistes du Finistère aux sympathisants.

17 ans, 800 numéros et trois premiers secrétaires fédéraux plus tard, l'hebdomadaire de la Fédération est toujours là et remplit la mission qui lui a été fixée à sa création.

Plusieurs modifications sont intervenues depuis le mois de septembre 1992. Il fut vert, bleu et maintenant rouge. Le nom a changé et la mise en page a été remodelée. "D'autres changements sont en préparation", annonce Marc Coatanéa. "Sous la responsabilité du secrétaire fédéral, Florent Gayte, un groupe de réflexion va se mettre en place. Des évolutions pourraient intervenir au cours de l'année, tant pour *Cap Finistère* que



Les "petites mains" du mercredi

pour le site internet www.ps29.org sur lequel est mis en ligne le journal chaque semaine".

En revanche, pas de changements en vue du côté de l'étiquetage des journaux. Ce sont toujours des militants bénévoles qui collent près de 5 000 étiquettes, chaque mercredi matin, dans les locaux du PS à Brest. C'est grâce à leur travail

discret, mais efficace, que près de 5 000 finistériens, adhérents et sympathisants du PS reçoivent chaque vendredi le quatre-pages que vous tenez entre vos mains. "Il faut leur rendre hommage", rappelle régulièrement Marc Coatanéa. "Il y a 17 ans, les créateurs du *Breton Socialiste* ont bien eu raison de parier sur le militantisme".

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Les projets de Michel Rocard

Avec Michel Rocard

Après 15 ans de mandat (1994/2009) Michel Rocard quitte le Parlement européen mais "pas la vie civique". Il nous explique les raisons de son départ et ses projets.

Cap Finistère : Pourquoi as-tu décidé de démissionner du Parlement européen avant la fin de ton mandat ?

Michel Rocard : J'ai souhaité démissionner du Parlement européen, avant la fin de mon mandat, pour que le premier non élu de notre liste du Sud-Est de la France, Bernard Soulage, puisse être député européen quelques mois, ce qui renforce ses chances d'une investiture. Je tiens ce camarade pour très capable.

Cap Finistère : Que retiens-tu de ces 15 années passées au Parlement européen ?

Michel Rocard : Il y aurait un livre à écrire en réponse à cette question. Je m'en garderai bien.

Quelques remarques simples :

1. C'est à la fois passionnant et émouvant de découvrir comment fonctionne la démocratie chez les autres. Nous, Français, sommes souvent tournés vers nous seuls.

2. C'est aussi une grande expérience que d'avoir vu grandir en taille, en compétence et en force politique la seule assemblée démocratique de l'Europe. Même si l'Europe politique est en panne, la crise économique redonne toute sa place à l'Europe et le Parlement européen à donc un très grand rôle prévisible dans l'avenir.

Cap Finistère : Tu quittes la vie parlementaire mais pas la vie

civique. Quels vont être tes combats maintenant ?

Michel Rocard : D'abord, évidemment, la réflexion et l'écriture d'articles multiples sinon plus sur la crise économique qui menace les fondements même de notre organisation sociale actuelle.

Il y a beaucoup à découvrir, beaucoup d'information à rassembler, interpréter, beaucoup à penser et vraisemblablement pas mal de choses à dire.

Le Parti Socialiste de France et même dans une certaine mesure, quoique moindre, la Sociale Démocratie européenne ne vont pas jusqu'au bout de l'analyse nécessaire.

Deuxièmement, il devient de plus en plus urgent de reprendre le combat pour l'éradication de l'armement nucléaire.

Il n'y a pas de légitimité à la lutte contre la prolifération sans cela.

Troisièmement, j'ai été l'un des deux pères politiques du Traité qui a protégé l'antarctique.

Une partie du monde scientifique m'appelle aujourd'hui au combat pour lancer des négociations visant à protéger l'arctique. Il y a maintenant urgence. C'est aussi un beau combat.

Rendez-vous

4 février

A 18 h 30 : Secrétariat fédéral, au siège de la Fédération à Quimper.

5 février

A 20 h 00 : Réunion du *city group* Quimper, au siège de la Fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

5 février

A 20 h 00 : Réunion du *city group* Brest, sur le thème : *Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale*, au local du PS à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

7 février

De 9 h 30 à 16 h 30 : Journée départementale des secrétaires et trésoriers de section, au centre de Moulimer à Logonna-Daoulas. Inscriptions au 02 98 53 20 22.

8 février

De 10 h 00 à 12 h 00 : Assemblée générale du BREIS au palais des congrès de Pontivy.

25 février

A 20 h 30 : Assemblée Générale de la 3^e circonscription, salle des Pierres Noires, à Saint-Renan.

26 février

A 20 h 00 : Assemblée Générale de la 4^e circonscription, salle Ty an Oll, à Plourin les Morlaix.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Pétition pour le planning familial

Le Mouvement pour le planning familial (www.planning-familial.org) a lancé une pétition contre la disparition annoncée du financement de ses permanences par l'État ! Vous pouvez signer cette pétition sur le site :
www.leplanning13.org

Du nouveau sur la toile

Plusieurs militants, élus socialistes ou sections se sont doté d'un blog depuis quelques semaines. Nathalie Sarrabezolles, conseillère générale de Guipavas, s'exprime sur <http://nsarrabezolles.unblog.fr/>, tandis que la section de Kerhuon a ouvert <http://enhautagauche.over-blog.com/> et celle d'Arzano <http://www.ps-arzano-locunole.com/>.

Vous pouvez retrouver une liste plus exhaustive des blogs socialistes du Finistère sur www.ps29.org.

Vers une collaboration fructueuse entre Brest et Carhaix

Le Conseil régional s'est réjoui, le 22 janvier, de la décision, nette et franche, du Conseil d'administration de l'hôpital de Carhaix qui a voté,

hier matin, en faveur de la fusion avec le CHU de Brest. Véronique Hériaud représente la région au CA de l'hôpital de Carhaix.

"Il y avait urgence à avancer et à construire, avec le CHU de Brest, un projet de santé pour le territoire", a souligné Maria Vadillo, conseillère régionale en charge du dossier.

L'élue régionale a rappelé que la mobilisation du Conseil régional a consisté à travailler avec les acteurs locaux, dont le pays, pour élaborer un projet de santé adapté aux besoins des habitants : *"Tout au long des négociations, nous avons porté et relayé les revendications et aspirations de toute une population"*.

"Désormais, les conditions sont réunies", a ajouté Maria Vadillo, *"pour mettre en place une collaboration fructueuse avec le CHU de Brest et trouver des solutions innovantes dans ce rapprochement"*. A l'avenir, la Région entend poursuivre, en lien avec l'Union régionale des médecins libéraux, le travail engagé avec le pays : *"Il s'agira d'étudier ensemble comment faciliter l'installation des professionnels de santé dans le Centre ouest Bretagne"*.

"Carhaix avait déjà bien des atouts ; le pays devient le premier territoire de cette taille, en France, qui pourra accueillir demain, sur ses terres, l'antenne d'un CHU". *"La dynamique de travail est en marche et toutes les bonnes volontés sont indispensables. Il nous faut maintenant construire ensemble dans un climat serein"*, a conclu l'élue régionale.

Le Conseil d'administration du CHU de Brest doit, à son tour, se prononcer sur la fusion, le 6 février.

Groupe de gauche au Conseil général

Le groupe des élus socialistes et républicain au Conseil général (40 élus sur 54) vient de publier sa première lettre mensuelle, diffusée par courriel. Les informations de cette lettre sont également consultables en ligne sur le nouveau blog du groupe à l'adresse : <http://finistereagauche.org/>

Plan départemental des déchets

Dans le cadre de la révision du plan départemental d'élimination des déchets, un plan a été adopté par le Conseil général, à l'unanimité, le 4 décembre. Ce plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés fixe des objectifs en matière de prévention et de gestion des déchets jusqu'en 2018. Il s'articule autour de trois axes : réduire la quantité de déchets produits, améliorer le taux de valorisation et structurer le Finistère en zones équipées de l'ensemble des outils de traitement.

A ce stade, une procédure d'enquête publique doit être ouverte. Elle se déroulera du 2 février au 6 mars 2009. Il s'agit de recueillir l'avis du public sur ce projet afin de soumettre, à l'issue de l'enquête, une version amendée et définitive à l'Assemblée départementale.

Annonces légales & judiciaires

EXCO GEFICO DÉVELOPPEMENT
SARL au capital de 2 000 euros
18, rue Jean-Jaurès
29200 BREST
503 611 691 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, n'a pas décidé qu'il y avait lieu à dissolution anticipée de la Société.

La gérance.